



Il est urgent que les nations, l'Europe et la France agissent pour la paix et le développement de sociétés solidaires. Chacun et chacune doit pouvoir vivre dignement, libre, avoir accès à l'éducation, la culture et à l'ensemble des droits fondamentaux.

Au niveau international, quels que soient les conflits et pays, la mise en œuvre de solutions politiques et diplomatiques basées sur le respect du droit international et la protection des populations civiles est bien la seule issue pour la paix. **De ce fait, la CGT continuera à dénoncer toute escalade guerrière.**

En Europe, ces dernières semaines, des mobilisations pour la défense des libertés se sont multipliées en Hongrie pour la défense de l'État de droit et en Slovaquie suite à l'assassinat du journaliste Jan Kuciak, en Pologne pour le droit à l'avortement.

Concernant **la défense des services publics**, les mobilisations se développent en France et au-delà de nos frontières. Pour exemple, en Allemagne, les personnels et agent.e.s viennent de gagner par les luttes une hausse de 7,5 % de leur rémunération sur 2 ans et demi...

En France, le 22 mars 2018 a été une réussite avec l'engagement important des agent.e.s de la fonction publique, rejoint.e.s par d'autres secteurs dans la grève et les 180 manifestations ou rassemblements sur tout le territoire. De forts taux de grévistes ont été relevés malgré les tentatives des ministères et des directions de les minimiser.

En effet, et de manière certaine, l'injustice sociale progresse avec le déséquilibre dans la répartition des richesses en faveur du capital. **La situation des salarié.e.s et agent.e.s, privé.e.s d'emplois et retraité.e.s, des lycéen. ne.s et étudiant.e.s se détériore.** Dans le même temps, le gouvernement nous impose 200 milliards d'exonérations de cotisations pour les entreprises, celles du CAC 40 dégagent 94 milliards d'euros de profits en 2017 et les dividendes versés aux actionnaires continuent à augmenter. La France est à la tête du palmarès des dividendes versés !

Sans décence et vergogne, Macron et le gouvernement stigmatisent les retraité.e.s considéré.e.s comme des privilégié.e.s lorsqu'elles/ils perçoivent plus de 1200 euros, les cheminot.e.s comme des nanti.e.s car trop de droits et de garanties collectives, les fonctionnaires comme des profiteurs et trop coûteux, car sous statut général, les jeunes comme de dangereux gauchistes, car défavorables au tri sélectif de Parcoursup...

Ce gouvernement attaque notre modèle social basé sur la solidarité, notre protection sociale de haut niveau et nos services publics, gages de cohésion et d'égalité.

Nous avons raison d'exiger l'ouverture de réelles négociations pour l'augmentation du pouvoir d'achat, pour des créations d'emplois statutaires, pour la titularisation des précaires, pour l'égalité professionnelle, pour le développement des missions publiques...

L'élévation du rapport de force, son inscription dans la durée pour les prochains jours, les prochains mois, est notre priorité. C'est sur cette base que les organisations de la fonction publique ont décidé d'un plan de mobilisations revendicatives, avec un feu roulant d'actions tout le mois d'avril et la construction de grèves massives à partir du 22 mai.

Résolument engagé.e.s dans les luttes, et déterminé.e.s à œuvrer à leur convergence, soyons nombreux et nombreuses dans les défilés du 1er mai, journée d'action et de mobilisation internationale pour les droits des travailleurs/ses et pour la paix durable dans le monde entier.

Public: [Infos / actions](#)

- [A](#)
- [A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank